

DECLARATION

Porteur de propositions pour le développement des services publics des collectivités territoriales, de l'Etat et de la santé, FO tient à rappeler ses critiques et son opposition à la logique globale de la Réforme territoriale.

Métropoles, intercommunalités, fusions des conseils régionaux et des services régionaux de l'Etat, revue des missions de l'Etat, maisons de service au public, etc. inquiètent et mécontentent légitimement les agents et les usagers.

Les fusions, mutualisations sont synonymes de profonds changements, dont la mobilité forcée avec les conséquences dramatiques pour les agents et leur famille.

Ces restructurations interrogent fortement sur la présence et l'implantation des Services publics au plus près des citoyens.

Cette réforme territoriale a été engagée à marche forcée enfermant ce qui aurait dû être une concertation dans un semblant de « dialogue social » dans des conditions et un calendrier indignes des enjeux en cours. Tant sur le plan national que local, FO affirme qu'un débat contradictoire, sincère et véritable sur les enjeux posés, est nécessaire, tant auprès des citoyens qu'auprès des personnels de la fonction publique.

Quelles que soient les modifications d'organisation, FO revendique des services publics de proximité permettant d'assurer les missions de la Fonction publique partout et garantissant aux agents de conserver, au travers de la pérennité des unités territoriales, leur affectation, leurs missions et leur statut particulier.

Les agents ne doivent être contraints à aucune forme de mobilité forcée, (ni géographique, ni fonctionnelle) ce qui s'apparenterait à de la flexibilité pour s'adapter aux restructurations.

Ce qui suppose dans la fonction publique de l'Etat, le maintien de services strictement ministériels. Pour les usagers, c'est la seule garantie de conserver un interlocuteur de terrain.

Par ailleurs, nous notons que selon le diagnostic territorial de Picardie présenté par la Préfecture de Picardie : « La réforme va engendrer un profond déséquilibre politique, institutionnel et économique entre les 2 régions ». Ce que nous partageons.

23 JUIN 2015